

## Le Soudan du Nord : Analyse d'un crime contre l'humanité au Darfour (2003-2020)

### 1/ 2003-2019 : Oumar Al-Béchir, le tyran soudanais et la question du Darfour

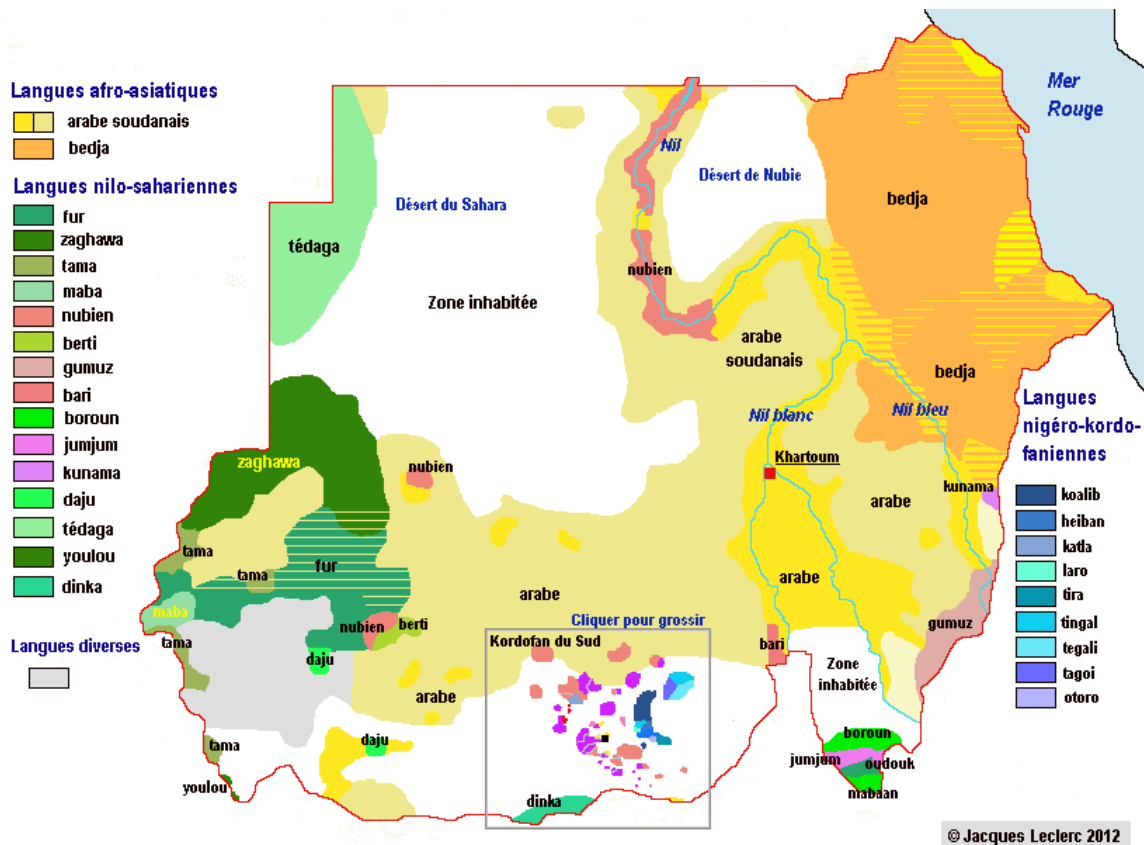
Présenter les causes, les acteurs (individus, groupes constitués), les aspects (mode de combats, conséquences sur la population)

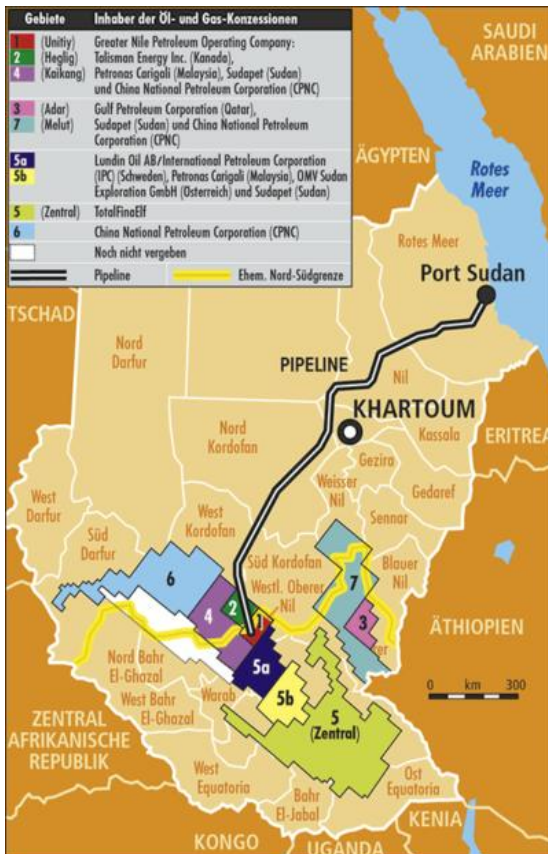
#### Document 1 : Petite introduction historique et géographique

Le royaume des Fours, à l'origine musulman, perdura jusqu'en 1874, date à laquelle la région fut conquise par l'Égypte ottomane. La conquête britannique de la fin du XIXe siècle ne touche pas la région marginale du Darfour qui redevint autonome de 1897 à 1916<sup>4</sup>. Maté par les Britanniques, pour s'être allié avec l'Empire ottoman en 1916, le Darfour fut incorporé au Soudan britannique. Les 6,5 millions de Fours sont aujourd'hui en première ligne face aux tribus arabes et arabisées. Bien qu'eux-mêmes musulmans, leur tradition sédentaire et agricole les positionne en porte-à-faux vis-à-vis des peuplades nomades arabes, et leurs besoins en pâturages accrus par l'explosion démographique de ces vingt dernières années.



#### Document 2 : La division linguistique et ethnique du Soudan du Nord





Document 3 : Un pays pauvre mais aux potentialités considérables notamment au Darfour....

Document 4 : Amnesty International, *Darfour. De nouvelles armes provenant de Chine et de Russie alimentent le conflit*, 9 février 2012

Les ventes au Soudan mettent en évidence la nécessité d'un traité efficace sur le commerce des armes. Les ventes d'armes provenant de Chine et de Russie alimentent de graves violations des droits humains au Darfour, a déclaré Amnesty International jeudi 9 février. Ces transferts montrent combien il est urgent de renforcer l'embargo existant des Nations unies sur les armes, actuellement sans portée réelle, et que les États adoptent un traité efficace sur le commerce des armes.(...)Parmi les exportations concernées figurent d'importantes quantités de munitions, des hélicoptères et des avions de combat, des roquettes air-sol et des véhicules blindés. 70 000 personnes vivant dans l'est du Darfour ont été déplacées en 2011 au cours d'une vague d'attaques visant l'ethnie zaghawa.

Les armes fournies au gouvernement du Soudan sont utilisées au Darfour à la fois directement par les forces armées soudanaises et par les milices soutenues par le gouvernement, parmi lesquelles les Forces de défense populaire (FDP).

## 2/ 2019-2020, de la chute d'Oumar Al-Béchir aux accords de Juba : l'espoir d'une paix ?

Présenter les apports et les limites des accords de paix négociés par le gouvernement provisoire qui a succédé à Oumar El-Béchir

Document 5 : Jean-Philippe Rémy, *Au Soudan, un accord de paix historique entre le pouvoir de transition et des groupes rebelles*, 1<sup>er</sup> septembre 2020

Les protocoles signés lundi abordent la plupart des problèmes cruciaux des conflits concernés ; sécurité, justice, accès aux terres et retour des déplacés. Deux factions ne se sont pas associées aux textes.



Le chef du Conseil souverain soudanais, Abdel Fattah Al-Bourhane ; le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, et le premier ministre du Soudan, Abdalla Hamdok, le 31 août, à Juba.

Source : SAMIR BOL / REUTERS

Il y a plusieurs manières de compter le nombre d'années de conflit auquel la signature, lundi 31 août à Juba, de huit protocoles constituant un accord de paix vite qualifié « d'historique » entre le pouvoir de transition du Soudan et plusieurs groupes rebelles du pays, promet de mettre un terme.

Dix-sept ans depuis qu'est apparu, en 2003, un mouvement armé dans le Darfour (Ouest), entraînant une campagne contre-insurrectionnelle gouvernementale d'une violence telle qu'elle a causé la mort de 300 000 personnes, avant de laisser derrière un paysage de désolation à l'échelle d'une région grande comme la France, où plus de 2 millions des personnes chassées de leurs terres vivent entassées dans des camps ? (...) Ces guerres, plus que des ruptures, ont été des continuités. Le Darfour avait déjà connu une floraison de mouvements rebelles avant 2003. Les monts Nouba, dans

le Kordofan du Sud, ont été le théâtre, depuis les années 1990, d'une campagne militaire dévastatrice portée par un appel au djihad du pouvoir central, à Khartoum.

### **Des négociations à double tranchant**

Après le renversement du régime du président Omar Al-Bachir, en avril 2019, après près de trente ans de règne et des millions de cadavres, les protocoles paraphés par le pouvoir soudanais, en la personne du général Mohamed Hamdane Daglo « Hemetti », et plusieurs groupes armés regroupés dans le Front révolutionnaire du Soudan (SRF) seront-ils de nature à établir les bases d'un règlement pour le Darfour, le Kordofan du Sud et l'Etat du Nil Bleu ?

La longueur des négociations – un an, alors qu'il avait été envisagé qu'une conclusion rapide serait le prélude à une série de mécanismes politiques – a été à double tranchant : d'un côté, elle a permis de prendre en considération de nombreux aspects du conflit, d'où l'existence de huit protocoles ; de l'autre, elle a aussi été utilisée comme un enjeu de pouvoir interne.

#### **« Prometteur »**

Les protocoles élaborés abordent la plupart des problèmes cruciaux des conflits concernés. Non seulement la sécurité, mais aussi la justice transitionnelle, le partage des ressources, la gestion des troupeaux et de leurs migrations annuelles. Mais il y est aussi question du droit d'accès aux terres, dont bénéficient certains groupes nomades et d'autres pas, sous la forme de chartes appelées *hakura*.

Enfin, il y est question du retour de plus de 2 millions de paysans du Darfour dans leurs villages, où ils ne sont pas retournés depuis la fin des combats parce que des nouveaux occupants, proches du pouvoir central, y ont été installés, ou que leurs terres ont été accaparées par les membres de milices progouvernementales.

*« Pour mettre fin à cette situation, il ne peut y avoir une approche purement sécuritaire. C'est en cela que l'accord, qui prévoit des mécanismes de justice transitionnelle en même temps que l'organisation de forces mixtes, est prometteur »,* analyse Suleiman Baldo, analyste pour le groupe de réflexion The Sentry.

#### **« Travail inachevé »**

En revanche, sur le terrain, ce sont désormais les forces d'une autre faction du SPLM-Nord, celle d'Abdelaziz Al-Hilu, qui sont influentes parmi les populations concernées, notamment dans les monts Nouba. A ce stade, rien n'est perdu : des négociations directes avec Khartoum sont en cours avec la faction Al-Hilu, qui refuse de signer la paix tant que la séparation de la religion et de l'Etat, au Soudan, ne sera pas un fait.

Autre faction non signataire, celle d'Abdel Wahid Al-Nour, leader historique de l'Armée de libération du Soudan (SLA ; dont le nom avait été adopté pour ressembler aussi à celui de la SPLA de John Garang), qui vit en exil en France mais continue de jouir d'une influence au sein des camps de déplacés.

Salva Kiir, le président du Soudan du Sud, qui a hébergé les négociations, a d'ailleurs reconnu le « *travail inachevé* » de l'accord tant qu'existent deux factions non signataires. Et ce, d'autant que le temps presse. Suleiman Baldo estime que les groupes armés ont aussi « *fait traîner les choses pour obtenir des avantages pour leurs représentants, y compris une surreprésentation dans les institutions de la transition* », et ce faisant, ont déséquilibré le pouvoir à Khartoum en donnant un avantage à la composante militaire face aux civils.

*« Ces négociations de l'année écoulée ont retardé la création du Conseil législatif [assemblée constituante], dont l'une des vocations est d'opérer un contrôle sur le secteur de la sécurité, armée et milices confondues, afin d'en obtenir la réforme, sans laquelle tout le processus en cours au Soudan perdrait sa dynamique »,* avertit ce spécialiste de longue date du Soudan.

### **Document 6: Une paix impossible**

Le sort des Fours entre retour à la normalité, traumatisme de la guerre et perpétuation de crimes contre l'humanité [https://www.youtube.com/watch?v=uO\\_pkPHv70](https://www.youtube.com/watch?v=uO_pkPHv70)

## Document 7 : Le Monde-AFP, Soudan : plus de 60 morts dans une nouvelle tuerie au Darfour, 26 juillet 2020



*Selon l'ONU, environ 500 hommes armés ont attaqué samedi la localité de Masteri, à 48 kilomètres de la capitale provinciale d'Al-Jineina.*

Les forces de sécurité soudanaises à Al-Jineina en avril 2016.  
Source : ASHRAF SHAZLY / AFP

Plus de 60 personnes ont été tuées et 60 blessées dans une nouvelle tuerie menée par des hommes armés dans un village de l'Etat de Darfour-Ouest, a annoncé, dimanche 26 juillet, l'ONU. « Il s'agit du dernier d'une série d'incidents qui se sont déroulés la semaine dernière et qui se sont traduits par (...) des maisons brûlées ainsi que des marchés et des magasins endommagés » dans cet Etat, a précisé le communiqué du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Khartoum.

### Village pillé et brûlé

Selon l'ONU, environ 500 hommes armés ont attaqué samedi la localité de Masteri, à 48 kilomètres de la capitale provinciale d'Al-Jineina, tuant plus de 60 personnes, en majorité de la communauté masalit, et blessant 60 autres. Plusieurs maisons dans le nord, le sud et l'est du village ont été pillées et brûlées ainsi que la moitié du marché local. Ces tueries ont visé récemment les agriculteurs issus de tribus africaines qui sont en conflit avec les tribus nomades arabes à propos des terres.

## Document 8 : Le Monde-AFP, Crimes au Darfour : le Soudan va remettre Omar Al-Bachir à la Cour pénale internationale, 11 février 2020

*L'ancien président soudanais est recherché par la juridiction de La Haye depuis 2009 pour répondre d'accusations de génocide et crimes de guerre.*



*L'ancien président soudanais Omar Al-Bachir à son procès pour répondre d'accusation de corruption, à Khartoum, le 28 septembre 2019.*

Source: Mohamed Nureldin Abdallah / REUTERS

Le Soudan va remettre l'ancien président Omar Al-Bachir à la Cour pénale internationale (CPI), où il est recherché depuis 2009 pour répondre d'accusations de génocide et crimes de guerre durant le conflit au Darfour, a affirmé mardi 11 février un haut responsable soudanais. Incarcéré à Khartoum depuis sa destitution en avril 2019, M. Al-Bachir, 67 ans, est recherché par la CPI, basée à La Haye, pour des crimes au Darfour (ouest), durant un conflit meurtrier qui a éclaté en 2003 avec des insurgés issus de minorités ethniques s'estimant marginalisées.

Trois autres personnes sont poursuivies par la CPI pour les mêmes chefs d'accusation : Ahmed Haroun, Abdelrahim Mohammad Hussein et Ali Kosheib. « Ceux qui ont été accusés par la CPI doivent y aller », a affirmé Mohamed Al-Taayichi, membre du Conseil souverain soudanais, dans un communiqué.

Cette déclaration survient après qu'une délégation du gouvernement a rencontré des groupes rebelles dans la capitale du Soudan du Sud, Juba. La justice et la réconciliation au Darfour – où 300 000 personnes ont été tuées et des millions déplacées depuis le début du conflit selon l'ONU –, ont été au cœur des discussions, a précisé M. Al-Taayichi.

La rencontre a abouti à un accord pour la mise en place de plusieurs mécanismes pour pacifier la région, d'après la même source. Le conflit au Darfour a éclaté en 2003 quand des rebelles issus de minorités ethniques s'estimant marginalisées ont pris les armes contre le régime de M. Al-Bachir.